
Marché Public Global de Performance

Appel d'offre

Travaux d'amélioration de la performance
énergétique, exploitation et maintenance
des installations techniques du Centre
Hospitalier de Cornouaille Quimper-
Concarneau

Centre Hospitalier de Cornouaille

REGLEMENT DE LA CONSULTATION



Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 18 avril 2025 à 12:00

Visite obligatoire

Table des matières

1	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.1	Nom et adresse du pouvoir adjudicateur.....	3
2	Objet et étendue de la consultation	3
2.1	Objet.....	3
2.2	Mode de passation et type de contrat.....	4
2.3	Décomposition de la consultation.....	4
2.4	Etendue des prestations.....	4
2.5	Nomenclature.....	4
2.6	Réalisation de prestations similaires.....	5
2.7	Renouvellement	5
3	Condition de la consultation	5
3.1	Délai de la validité des offres	5
3.2	Forme juridique du groupement.....	5
3.3	Variantes.....	5
3.4	Variante obligatoire.....	5
3.5	Variante libre.....	5
3.6	Confidentialité et mesures de sécurité	5
4	Conditions relatives au contrat	6
4.1	Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
4.2	Modalités essentielles de financement et de paiement	6
5	Contenu du dossier de consultation	6
6	Présentation des candidatures et des offres.....	6
6.1	Documents à produire.....	7
6.1.1	Phase candidature	7
6.1.2	Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :	7
6.1.3	Renseignements	8
6.1.4	Phase offre.....	9
6.2	Visite sur site	9
7	Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	10
7.1	Transmission électronique	10
7.2	Transmission sous support papier.....	11
8	Examen des candidatures et des offres	12
8.1	Examen des candidatures.....	12
8.2	Examen des offres	12

8.2.1	Attribution	13
9	Renseignements complémentaires	14
9.1	Adresses supplémentaires et points de contact	14
9.2	Procédures de recours	14

1 POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Centre Hospitalier de Cornouaille

Établissement support - GHT de l'Union Hospitalière de Cornouaille

14 avenue Yves Thépot - BP 1757 - 29107 Quimper cedex

TEL : 02 98 52 63 38 - _ : 02 98 52 62 10

Comptable assignataire des paiements : Trésorier Principal de Quimper - Centres Hospitaliers

2 Objet et étendue de la consultation

2.1 Objet

Cette consultation concerne les Travaux d'amélioration de la performance énergétique, exploitation et maintenance des installations techniques du Centre Hospitalier de Cornouaille Quimper-Concarneau.

Le présent marché a pour objet de confier l'exploitation des sites et installations suivantes :

N°	Site	Ville	Adresse
1	Hôpital Laënnec	Quimper	14 Av. Yves Thépot
2	Hôpital Le Porzou	Concarneau	61 Rue de Tregunc
3	Keradennec	Quimper	20 All. Claude Dervenn
4	Ty Creach	Quimper	10 Rue Robert Schuman
5	Ty Glazig	Quimper	1 Av. des Sports
6	Pavillon n°1	Quimper	
7	Pavillon n°2	Quimper	
8	Pavillon n°3	Quimper	
9	Pavillon n°4	Quimper	
10	Maison de fonction n°1	Concarneau	
11	Maison de fonction n°2	Concarneau	
12	Maison de fonction n°3	Concarneau	

2.2 Mode de passation et type de contrat

La procédure de passation utilisée est : appel d'offre

Elle est soumise aux dispositions suivantes :

- Type de Marché Public :
 - L1111-1 – Définition d'un Marché ;
 - L1111-5 – Marché de travaux et de services ;
- Choix de la procédure de passation :
 - L2124-1 – Marchés passés selon une procédure formalisée ;
 - L2124-2 – Appel d'offres ;
- Avis de marché :
 - R2131-16 à R2131-17 – Avis de marché pour les marchés passés selon une procédure formalisée ;
- Règles applicables aux procédures de passation et aux techniques d'achat :
 - R2161-2 à R2161-5 – Appel d'offres ouvert ;

1. La notification du marché vaut bon de commande pour la période du marché, pour les prestations forfaitisées.

2.3 Décomposition de la consultation

Sans objet.

2.4 Etendue des prestations

L'étendue des prestations est décrite dans les CCAP et CCTP du présent DCE.

2.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
71315000-9	Installations techniques de bâtiment			
45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation			
50531100-7	Services de réparation et d'entretien de chaudières			
50721000- 5	Mise en état d'exploitation d'installation de chauffage			
71321200-6	Services de conception des systèmes de chauffage			
71700000-5	Services de surveillance et de contrôle			
45310000-3	Travaux d'équipement électrique			
45315400-2	Installations haute tension			
35100000-5	Matériel de secours et de sécurité			

2.6 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires.

Dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, notamment en ce qui concerne les autres équipements gérés par le Centre Hospitalier de Cornouaille.

Des avenants et des marchés complémentaires pourront être conclus en cours de l'exécution du contrat.

2.7 Renouvellement

Il n'est pas prévu de prolongation ni de renouvellement du marché. Néanmoins si le marché devait néanmoins être prolongé, il ne peut l'être qu'à l'initiative du Maître d'Ouvrage et par voie d'avenant.

3 Condition de la consultation

3.1 Délai de la validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.2 Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

3.3 Variantes

3.4 Variante obligatoire

La variante obligatoire consiste à l'augmentation de la durée du marché.

Durée du marché

3.5 Variante libre

Le nombre de variante est limitée à trois (3).

Le Candidat devra remettre un Acte d'Engagement ses annexes complétées pour chaque variante.

Chaque variante doit aboutir à une optimisation technique et/ou économique de l'offre, notamment en termes de performances énergétiques.

3.6 Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

4 Conditions relatives au contrat

4.1 Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP.

4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Financement sur budget d'exploitation et d'investissement de l'établissement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe RGDP
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP exploitation) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP travaux) et ses annexes

Il est disponible gratuitement sur la plateforme de dématérialisation. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 15 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 Documents à produire

6.1.1 Phase candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

6.1.1.1 Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Redressement judiciaire : le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur : le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Engagement : le candidat produit si nécessaire les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement ;

6.1.1.2 Capacité

- Déclaration de chiffre d'affaires : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- Déclaration d'effectifs : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Références de travaux similaires : une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux.
- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

6.1.2 Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Les nomenclatures des qualifications QUALIBAT ou équivalentes demandées sont : 5213 – Installation de chauffage avec chaudière gaz/fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m2 5274- exploitation d'installation de chauffage et de rafraichissement avec garantie totale dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m2	Non

6.1.3 Renseignements

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <http://marches-securises.fr>

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' (ex MPS - Marché Public Simplifié) accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera pré-rempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra de :

- Bénéficiaire d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- Bénéficiaire d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

6.1.4 Phase offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Un acte d'engagement (AE) et ses annexes pour l'offre de Base et pour la(es) Variante(s) Libre(s)
Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.
- Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce mémoire expose la manière dont le candidat exécute l'ensemble de ses prestations conformément aux dispositions du marché.
- Les certificats de visite complétés et signés

L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué une de ces visites sera déclarée irrégulière.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6.2 Visite sur site

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les visites sont obligatoires et se dérouleront à date fixe :

- Concarneau le 12/03/2025 à 14h00
- Quimper : le 13/03/2025 à 14h00

Pour ce faire les candidats devront s'inscrire par mail ou par téléphone aux adresses suivantes :

Monsieur JEOFFROY : t.jeoffroy@ch-cornouaille.fr

Monsieur MAZELINE : amazeline@sage-energie.fr

Une copie de la demande sera à adresser au service achats marchés : julie.fave@ch-cornouaille.fr

L'ensemble des coûts inhérents à cette visite est à la charge du candidat.

Les candidats devront respecter les règles sanitaires en vigueur au moment de la visite.

En tout état de cause, au jour de la remise des offres, les candidats seront réputés avoir tout mis en œuvre pour prendre connaissance de toutes les conditions susceptibles d'avoir une influence sur l'exécution des prestations et ne pourront arguer d'une ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou des délais complémentaires

Le Candidat peut demander la réalisation de visite complémentaire en justifiant ça demande auprès du Maître d'ouvrage.

7 Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euro. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

7.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est dématérialisé. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

En cas de difficultés lors de la remise des candidatures et des offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme de dématérialisation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante à la Cellule des marchés :
Centre Hospitalier de Cornouaille
Direction des Ressources Matérielles - Cellule juridique des contrats
14 avenue Yves Thépot - BP 1757 - 29107 Quimper cedex
Tel :02 98 52 63 38 - _ : 02 98 52 62 10

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- Format Microsoft Word («.doc») (version Word 97 et postérieures)
- Format Adobe Acrobat («.pdf») (version Acrobat 5 et postérieures)
- Format Microsoft Excel («.xls») (version Excel 97 et postérieures)

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera signée en version informatique ou papier au choix de Centre Hospitalier de Cornouaille.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à utiliser la plateforme <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

7.2 Transmission sous support papier

Sans objet.

8 Examen des candidatures et des offres

8.1 Examen des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

8.2 Examen des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères		Pondérations
1.	PRIX DES PRESTATIONS EN COÛT GLOBAL (article R2171-3 du CCP) - (DPGF exploitation + DPGF TRAVAUX)	40%
2.	VALEUR TECHNIQUE	60%
CONCEPTION et REALISATION DES TRAVAUX (30%)		
2.1	Présentation du personnel dédié pour la réalisation des travaux	5%
2.2	Méthodologie d'intervention y compris plan d'implantations et schémas de principe	5%
2.3	Cohérence des travaux de performances énergétiques. Justification des réductions de coûts de fonctionnement,	5%
2.4	Méthodologie et démarche CEE appliquées par le candidat, nombre de CEE que le candidat s'engage à obtenir	5%
2.5	Optimisation du planning travaux	5%
2.6	Qualité des équipements mis en place	5%
EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS (25%)		
2.7	Présentation du personnel d'intervention - Organisations techniques et logistiques - Organisation des interventions programmées, non programmées et en astreinte - fréquence des opérations d'entretien - Méthodologie du relationnel client (compréhension du relationnel client/entreprise, analyse des raisons d'insatisfaction du client, adoption des comportements favorables à l'échange, proposition des solutions adéquats...)	2.5%
2.8	Qualité des supports de documents de suivi : Livret de chaufferie, Rapport d'exploitation Rapport de prise en charge y compris audit légionnelle	1.5%
2.9	Cohérence et justification des prestations P2	4%
2.10	Moyens mis en œuvre pour la traçabilité et le respect des températures contractuelles	1.5%
2.11	Méthodologie pour le suivi de la qualité de l'eau et de la bonne distribution des fluides, y compris l'équilibrage des installations	2%

Critères et sous-critères		Pondérations
2.12	Cohérence du renouvellement des prestations P3 (quantité et qualité) - Détail des travaux effectués par site	2%
2.13	Cohérence et engagement sur les taux horaires et coefficients de marge pour le budget P3	1.5%
2.14	Justification et cohérence de l'engagement de consommation (NB) : Cette justification s'appréciera au regard de la méthode de calcul du NB faite par le candidat. La valeur du NB devra être justifiée et cohérente par rapport à l'ensemble de l'offre notamment lié aux travaux préconisés Réduction des émissions des gaz à effet de serre	7.5%
2.15	Mise en place d'un suivi énergétique des consommations de l'ensemble des sites	2.5%
POLITIQUE RSE		
2.16	Proposition RSE du Candidat	5%

Les notes de prix des différents candidats seront attribuées en fonction de l'offre du moins disant. Celui-ci obtiendra la note maximale sur le critère prix. La note des autres candidats sera déterminée par application de la formule suivante :

$$(\text{Montant de l'offre la plus basse}) / (\text{Montant de l'offre du candidat noté}) \times \text{Nombre de points}$$

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée via la plateforme d'échanges <http://www.marches-publics.gouv.fr>. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour chacun des candidats, les notes obtenues au regard des différents critères et sous-critères techniques seront additionnées.

Au terme de l'analyse, en cas d'égalité de notation, le candidat ayant obtenu la meilleure note sur le critère du prix des prestations sera déclaré attributaire.

8.2.1 Attribution

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 6 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Le candidat retenu produira ses certificats fiscaux et sociaux, selon la demande faite par le Pouvoir adjudicateur.

Le candidat retenu produira ses une attestation d'assurance en cours de validité.

Seulement si le Candidat retenu n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, la même demande sera alors faite au candidat suivant dans le classement des offres, qui sera déclaré attributaire du marché sous réserve que lui-même fournisse ces documents dans le même délai. (Et ainsi de suite, tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables).

L'analyse des offres de base et des variantes seront jugées en une seule fois sur la base des mêmes critères et selon les mêmes modalités, définis dans le présent règlement de consultation.

9 Renseignements complémentaires

9.1 Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation seront disponibles sur la plateforme de dématérialisation.

9.2 Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes

3 Contour de la Motte

35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3 Contour de la Motte

35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRAD

22 Mail Pablo Picasso

44042 NANTES